

Qui a gagné les élections régionales italiennes ?

Beatrice Biagini*

** Directrice du bureau parisien
de la fondation Italianieuropei
(Italie)*

Les élections régionales du 28 et 29 mars 2010 en Italie représentent une nouveauté dans le paysage politique italien. Le premier parti italien en ce moment est celui de l'abstention. C'est un phénomène qui se produit en Italie pour la première fois dans de telles proportions : l'abstention se situe autour de 40 % si l'on compte aussi les bulletins blancs ou nuls. Par rapport aux élections régionales de 2005, on décompte presque trois millions de votants en moins. Ce sont 63,6 % des inscrits qui ont participé au vote (ce qui représente donc un recul de 7,9 points par rapport aux élections de 2005) : sur les 41 millions d'inscrits, 26 millions seulement ont voté, dont une partie a vu son bulletin considéré comme nul. Un tiers des électeurs n'exprime pas son choix et renonce à donner sa préférence.

Jamais un parti politique n'a eu dans l'histoire républicaine italienne un tel poids. En France, le 21 mars 2010, 52 % des électeurs environ ont voté. En Italie, l'abstention doit interpeller tant la gauche que la droite car elle implique une perte importante et inédite de participation à la vie politique. Cela est d'autant plus problématique pour une élection locale, comme c'est le cas pour les régionales, en raison d'une tradition de proximité bien plus forte en Italie qu'en France entre les citoyens et les collectivités locales.

Il est probable qu'une partie des abstentionnistes se rendront à nouveau aux urnes lors des élections nationales car, comme on le constate depuis longtemps, le vote italien est assez intermittent : ces derniers temps, les citoyens choisissent d'abord s'ils vont voter plutôt que pour qui voter. Or, cette fois, l'abstention ne semble pas être une forme de protestation comme on a pu la connaître par le passé : une marque de perte de confiance, une punition ou simplement une menace à l'égard des partis, une sorte d'avertissement à la fois à la droite ou à la gauche, selon leurs performances au gouvernement ou dans l'opposition.

Qui a gagné les élections régionales italiennes ?

Lors de ces dernières élections, tout s'est passé comme si le droit de vote était perçu non plus comme justement un droit, mais comme une option pour laquelle les électeurs ont perdu intérêt. Dans un pays comme l'Italie où l'inscription sur les listes électorales n'est pas obligatoire pour voter (et donc où l'on ne demande pas une mobilisation *a priori* pour exercer son droit) et où les citoyens sont soumis à chaque fois à des campagnes virulentes (médias, affichage sauvage, débats), il est presque impossible de ne pas savoir pourquoi on vote. C'est la raison pour laquelle cette augmentation de l'abstention inquiète tant les analystes que les responsables politiques.

L'abstention fait son apparition à un moment économiquement et culturellement difficile pour l'Italie. En effet, la dette publique a augmenté, entre janvier et mai 2009, de 5,4 %, à savoir de 90 milliards d'euros environ. En particulier, à la fin de cette période, le déficit de l'Etat était de 1 752,188 milliards d'euros alors que les recettes fiscales sont en baisse de 3,2 % sur une année. En 2010, les estimations (livrées par l'ISTAT, l'Insee italien) prévoient un rapport entre dette et PIB de 112 %. A cela on doit ajouter que, pour la première fois en Italie depuis la guerre, on assiste à une diminution des dépenses de denrées alimentaires.

Du point de vue culturel, l'Italie enregistre, depuis au moins trente ans, une montée en puissance des médias privés, détenus pour la quasi-totalité d'entre eux par Silvio Berlusconi, ou des chaînes de télévision locales qui ont transformé les émissions télévisées en autant de moyens de propagande politique (de la Ligue du Nord dans les régions du Nord-Est, de Forza Italia jadis et du Peuple de la Liberté maintenant au niveau national et dans le Sud).

Les différentes analyses (Demos, Ipsos entre autres) indiquent que l'abstention a surtout pénalisé les grands partis : le PD (Parti démocrate – né en 2007 sous le leadership de Walter Veltroni de l'union entre Démocrates de gauche et du parti de l'aile catholique progressiste, la Marguerite – *dirigé par* Pier Luigi Bersani) et le PDL (Peuple de la Liberté *de* Silvio Berlusconi, créé en 2008 lors de la fusion de Forza Italia et du parti de Gianfranco Fini, ancien parti de la droite sociale).

Le Parti démocrate, qui avait perdu entre les élections nationales de 2008 et les européennes de 2009 environ 7,5 points, ne semble pas récupérer ses électeurs et se situe à 26 %. Le pari veltronien de faire cavalier seul lors des élections législatives de 2008 a échoué, alors que les autres partis de gauche s'en sortent mieux (c'est le cas de Gauche et Liberté, le parti de Nichi Vendola, président sortant de la région des



Qui a gagné les élections régionales italiennes ?

Pouilles reconduit à son poste avec succès) et que la vocation majoritaire du parti s'éloigne de plus en plus. Pour le PD, la baisse de la participation signifie la perte d'environ un million d'électeurs (deux millions par rapport aux régionales de 2005).

Le PDL, qui avait obtenu en 2008 37 % des votes et se situait autour du 35 % lors des européennes de 2009, a recueilli lors des dernières régionales moins de 30 % des votes. Il a donc perdu deux millions et demi d'électeurs.

Qui a donc gagné les élections régionales de 2010 ? La Ligue du Nord, sans aucun doute. Son parcours est clair : entre les élections européennes de 1999 et les législatives de 2006, elle avait obtenu ses résultats les plus bas. Après 2006, sa croissance est continue : elle remporte 12,3 % des suffrages même dans un contexte d'abstention forte qui frappe ce parti moins que les autres (200 000 électeurs en moins par rapport aux élections européennes). Mais si l'on compare les voix aux régionales de 2005 données à la Ligue du Nord (1 380 000), on voit bien qu'elles ont doublé en 2010 car cette dernière obtient 2 944 789 voix. Finalement, le parti d'Antonio Di Pietro, l'Italie des Valeurs (IDV), gagne lui aussi sept points, à savoir cinq fois plus qu'en 2005 (mais ne bouge pas par rapport à 2008).

En conclusion, on peut dire que l'expérience italienne d'un système bipolaire semble avoir échoué : en 2008, les deux principaux partis avaient obtenu ensemble 71 % des voix ; en 2009, PD et PDL ensemble n'en recueillent que 61,9 % et 55,7 % en 2010. Il faut bien évidemment considérer que lors des élections régionales le système électoral italien permet la constitution de « listes des Présidents » qui détournent les électeurs des partis nationaux vers des listes qui n'existent pas aux élections nationales. Toutefois, l'hémorragie des deux grands partis nationaux vers les petits confirme une tendance selon laquelle ce sont les partis comme la Ligue du Nord ou l'IDV qui progressent. Leur résultat de 20 % leur permet de faire face à un leadership des grands partis qui semble fortement affaibli. D'où les efforts fournis tant à gauche qu'à droite pour nouer des alliances larges et parfois confuses avec le parti de Pier Ferdinando Casini (UDC, Union du Centre) qui, selon la région, s'était rallié au candidat du centre-gauche ou avec son adversaire de centre-droit.

On peut interpréter la dynamique du vote comme une demande implicite de retour à la proportionnelle.